

## **Sociologie de la civilisation moderne**

(Fondation de la Ville de Paris)

M. Raymond ARON, membre de l'Institut

(Académie des Sciences morales et politiques), professeur

Le cours du mardi, intitulé *Jeux en enjeux de la politique* prolongeait les recherches menées au cours des deux années précédentes sur la *Doctrine de Carl von Clausewitz* et sur la *Théorie de l'action politique*. L'objectif demeure le même : élaborer le cadre conceptuel nécessaire à l'appréhension du monde politico-diplomatique dans lequel se déroulent, à notre époque, les rivalités entre les partis et entre les Etats, interpréter l'une par l'autre la conceptualisation et l'explication de la réalité, mettre en lumière l'apport des notions nouvelles, tirées de la théorie des jeux, à la pensée stratégique, enfin réfléchir sur « les cas de conscience » ou les antinomies que crée l'action à l'ombre de l'apocalypse nucléaire.

Un résumé du cours dont les idées majeures devraient trouver leur forme définitive dans une publication prochaine ne servirait de rien. Je me contenterai de donner quelques exemples des analyses.

La stratégie d'un joueur relève de la pensée instrumentale, celle qui choisit des moyens en vue d'atteindre des fins. L'action rationnelle, caractéristique de nos sociétés, qu'analysait Max Weber, relève de la même sorte de pensée dont Clausewitz s'efforçait de discerner les traits spécifiques dans son traité de la guerre. Du coup, deux sortes de problèmes praxéologiques se posent : comment choisir les fins ? Quelle liberté garde l'acteur dans le choix des moyens ? Je fus ainsi conduit à reprendre la controverse sur la célèbre distinction, opérée par Max Weber, entre morale de la conviction et morale de la responsabilité.

Selon la manière dont le philosophe la présente, la morale de la responsabilité paraît ou bien répondre aux exigences de l'éthique ou bien, tout au contraire, glisser vers le machiavélisme au sens vulgaire du terme. Comment

ne pas exiger de l'acteur politique, de l'homme d'Etat qui accepte d'assumer le destin de tous, au nom de tous, qu'il se décide en tenant compte des conséquences de ses actes, autrement dit qu'il applique les mesures efficaces ? Et comment éviter que les mesures efficaces, en un univers conflictuel, ne violent maintes fois les interdits de l'éthique ? La morale des moralistes a toujours été une morale de paix, de respect réciproque, d'amitié entre les citoyens. Entre cette morale et l'action politique, la contradiction n'apparaît-elle pas insoluble ? Depuis Machiavel, le débat se poursuit, renouvelé en ses éléments concrets mais non en sa structure.

La distinction weberienne des deux morales permet d'élaborer plus rigoureusement la discussion. La morale de la conviction semble présenter, en effet, deux significations : tantôt elle suggère le choix de certaines fins, tantôt le refus de certains moyens. De la morale de la conviction, Weber prend pour exemple le *sermon sur la montagne* ou le kantisme avec la théorie de l'impératif catégorique. Or ces exemples suggèrent tout aussi bien une idée de la Raison, un critère pour juger ce que la société est et ce qu'elle devrait être, qu'un refus inconditionnel de certains moyens. Une morale de la responsabilité, dans la mesure où elle ordonne aux acteurs de ne pas se désintéresser des conséquences de leur action, s'impose à tous ceux qui agissent. En même temps, elle suppose des convictions ou des principes pour déterminer les fins. Ce qui fait problème, c'est, en certaines circonstances, l'engagement inconditionnel, quel qu'en soit le prix, pour soi ou pour les autres. En citant Luther et son mot fameux « *hier stehe ich, ich kann nicht anders* », Weber a suggéré, sans malheureusement l'explicitier, le sens authentique de la morale de la conviction : l'engagement inconditionnel, positif ou négatif, quelles qu'en soient les conséquences.

Or notre époque a créé un cas de conscience, symbole des circonstances extrêmes dans lesquelles la pensée instrumentale entre en conflit avec la morale de la conviction : peut-on menacer un Etat ennemi de recourir au bombardement par les armes nucléaires ? Peut-on manifester à l'avance l'intention d'exterminer des millions d'hommes au cas où l'ennemi prendrait l'initiative d'une agression, même sans employer des armes nucléaires ? Autrement dit, la stratégie dite de dissuasion est-elle moralement admissible ?

Les déclarations des autorités religieuses et de la plus haute d'entre elles, la papauté, témoignent de la quasi impossibilité de trancher. D'un côté, si l'acte accompli serait en tant que tel pervers, criminel, l'intention de le commettre l'est aussi. On répondra qu'il s'agit d'une intention conditionnelle, qui ne serait mise à exécution qu'au cas où « l'autre » commettrait lui-même une agression. Mais en résulte-t-il que la réplique serait justifiée ? Certes, il n'est pas impossible d'atténuer le caractère dramatique de la décision par une stratégie moins grossière, en substituant la réplique souple aux représailles

massives. Les non-spécialistes ont tort d'imaginer qu'il n'y a d'autre choix qu'entre la passivité, la capitulation ou l'apocalypse. Il reste qu'à notre époque la vieille querelle qu'exprimait la formule « n'importe quel moyen » prend une signification précise et comporte moins que jamais une réponse simple ou catégorique.

Un autre thème a fait l'objet d'analyses détaillées : que faut-il entendre par règles lorsqu'on parle du jeu politique ? Dans la lutte entre les partis, à l'intérieur des Etats, les règles s'expriment d'abord dans la Constitution, puis dans les coutumes qui constituent l'équivalent des règles non écrites. Sans manquer à ces règles, chacun emploie les moyens selon un plan plus ou moins consciemment pensé à l'avance, selon une stratégie. Mais ce jeu conforme aux règles, constitutionnelles ou légales, demeure constamment exposé à la menace de la violence physique qui, interdite par principe, risque à chaque instant d'exploser. C'est que les règles du jeu politique ne satisfont pas tous les joueurs. Elles peuvent éventuellement être telles qu'elles favorisent certains joueurs (parti ou classe sociale) au point que d'autres, défavorisés, prennent la résolution de les changer, fût-ce par la violence. Aussi bien les règles elles-mêmes ont été établies par une violence antérieure et il suffit d'étendre le sens du mot violence, de ne plus le limiter à la violence physique ouverte, pour que toute politique, tout ordre social apparaissent en tant que tels violents.

A ce point, je me suis reporté à la théorie clausewitzienne de la stratégie afin de répondre à deux questions : dans quelle mesure le monde à partir duquel Clausewitz a construit son édifice, ressemble-t-il encore à celui dans lequel nous vivons ? Dans quelle mesure cette théorie demeure-t-elle valable à notre époque ?

Selon l'interprétation couramment donnée en France à la théorie clausewitzienne, la réponse négative à la dernière question s'imposerait avec évidence. Selon l'interprétation que j'en ai donnée il y a deux ans, la discrimination entre les idées valables et celles que des données nouvelles ne permettent pas de retenir, demeure possible. La théorie a comporté deux sortes d'enseignement : ou bien la recherche de la victoire d'anéantissement, de la destruction des forces armées ennemies, ou bien la subordination constante des opérations militaires aux considérations et impératifs politiques. Les armes nucléaires rendent inactuel, au moins dans les conflits entre les grandes puissances, l'enseignement fondé sur le thème de la victoire décisive ; en revanche, elles confirment et donnent un sens nouveau à l'enseignement fondé sur l'idée majeure de Clausewitz que toute épreuve de force est en même temps une épreuve de volonté.

Relu à la lumière des circonstances actuelles, le premier chapitre du livre I se révèle tout autant prospectif que rétrospectif. Il analyse les deux mouvements d'ascension aux extrêmes et de descente vers l'observation armée, le

premier inévitable logiquement lorsqu'on se représente les duellistes aux prises, chacun résolu à dicter sa volonté à l'autre et à mettre l'autre hors d'état de résister. Selon le concept pur ou idéal de la guerre, celle-ci se prolonge jusqu'à ce que l'un ou l'autre des adversaires gise à terre, incapable de se défendre. Mais ce type idéal, cette nécessité logique font place à une réalité tout autre dès que l'on substitue aux duellistes des Etats, avec une population, de l'espace, du temps, des forces armées. Le duel cesse d'être instantané, décisif, final. Chaque Etat connaît plus ou moins son adversaire, les moyens, les intentions de ce dernier, les risques que lui-même court et les fins qu'il se propose d'atteindre. La guerre absolue laisse la place à un calcul politique, chacun proportionnant ses efforts aux efforts supposés de l'autre, tous deux engageant des forces à la mesure de l'enjeu. A la limite inférieure, il ne reste plus qu'une menace armée qu'accompagnent des négociations.

Il suffit de joindre à cette analyse des deux mouvements, vers le haut et vers le bas, la thèse de l'équivalence entre combats simulés et combats réels ou encore la thèse que les accords sont négociés en fonction des résultats probables des combats qui n'ont pas lieu, pour disposer d'un schéma conceptuel, des modes de raisonnement qui dominent, depuis vingt-cinq ans, la pensée des stratèges. Au lieu de s'interroger sur la méthode qui conduit à la victoire décisive, les grands Etats s'interrogent sur la méthode qui permet d'éviter la destruction réciproque et l'emploi des armes nucléaires. L'emploi diplomatique des armes nucléaires équivaut à la négociation, conformément aux résultats probables des combats simulés. La référence à des scénarios, dans la pensée stratégique, s'explique par le caractère propre de l'épreuve de volonté en l'absence d'épreuve réelle de force. Si la course qualitative aux armements se poursuit, c'est qu'aucun des deux Grands ne veut laisser à son rival un avantage qui se manifesterait au moment d'une crise, dans un des scénarios possibles.

En d'autres termes, s'il est vrai que la guerre nucléaire totale ne serait plus la continuation de la politique par d'autres moyens, il n'est pas moins vrai que les Etats peuvent toujours recourir à la force (ou, si l'on préfère, à la violence physique) et qu'ils demeurent, les uns à l'égard des autres, en état d'observation armée. Les Etats dotés d'armements nucléaires, en ce qui les concerne, ont progressivement élaboré des règles non écrites, destinées à réduire au minimum le péril d'une guerre qu'ils préparent pour ne pas la livrer. Entre les puissances secondaires, Israël-pays arabes, Inde-Pakistan, les combats réels continuent d'être livrés bien que les combats simulés des deux Grands contribuent à les limiter ou à les arrêter.

Le monde d'aujourd'hui avec la dissuasion par la menace nucléaire, avec la diffusion de la violence, avec l'action des partisans, avec la rivalité des idéologies et le lavage des cerveaux, diffère profondément de l'Europe de la Restauration, entre 1815 et 1830 — période durant laquelle Clausewitz écrit

*Vom Kriege*, tout en nourrissant l'espoir que l'orgie de violence provoquée par la Révolution française, ne représentait qu'une aberration dans le cours de l'histoire européenne, dominée par la tendance à l'équilibre entre les Etats, capables de coexister et de se reconnaître mutuellement. Si la société des Etats, élargie aux dimensions de la planète, ne ressemble plus à la société européenne des Etats que décrivait Voltaire dans *Le Siècle de Louis XIV*, la théorie clausewitzienne ne devient pas pour autant anachronique à la seule condition que l'on maintienne la distinction entre paix et guerre et que celle-ci se caractérise par la violence physique.

Au rebours de l'opinion courante, ce qui différencie la société des Etats telle que les auteurs américains se la représentent aujourd'hui, de la société européenne des Etats dont Clausewitz conservait l'image traditionnelle, ce n'est pas que la formule fameuse — la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens — ne s'applique pas dès lors qu'il s'agit de la guerre atomique totale, c'est, tout au contraire, que la paix apparaisse comme la continuation de la guerre par d'autres moyens ou, en d'autres termes, que la violence physique ne soit plus le caractère distinctif de la guerre ou encore que la paix ne soit plus l'absence de violence. En effet, nombre d'auteurs mettent l'accent sur les formes dispersées de violence qui se multiplient en temps de paix en même temps que sur la part intrinsèque de violence que comporte tout ordre établi. A ce moment, la paix deviendrait effectivement la continuation de la guerre par d'autres moyens, inversion non clausewitzienne de la formule clausewitzienne. Non que les Etats ne puissent, en temps de paix, tendre à des fins semblables à celles qu'ils visent en temps de guerre. Mais, tant que la guerre se définit par la violence, elle ne se prolonge pas durant la paix.

Les schèmes de la théorie des jeux ne s'appliquent que de manière analogique aux relations interétatiques. Il s'agit, de toute évidence, d'un jeu à somme non nulle, les adversaires ayant presque toujours certains intérêts communs, ne serait-ce que celui de ne pas s'entre-détruire. Mais ce jeu ne comporte pas l'équivalent d'un calcul rigoureux, susceptible de conduire à une solution dite rationnelle. En effet, l'enjeu initial se modifie durant la crise ou la guerre ; aucun enjeu ne justifierait probablement l'emploi des armes nucléaires mais aucun des deux Grands ne peut tirer toutes les conséquences de cette disproportion entre le coût éventuel et l'enjeu sans se mettre en état d'infériorité. Le jeu comporte un accord implicite et toujours révocable de limiter la mise (ou les forces et les ressources engagées) afin de respecter le précepte de proportionnalité entre l'enjeu (politique) et le coût (militaire). En ce sens, l'hétérogénéité entre moyen et fin, entre guerre et paix, constitutive de la pensée clausewitzienne, me semble plus que jamais nécessaire pour sauvegarder l'espoir et l'idée d'une société pacifique des Etats. On peut à la rigueur calculer un prix juste des hydrocarbures en fonction du stock, du coût des autres sources de l'énergie ; moyens et fins homogènes s'expriment

dans les mêmes unités monétaires. Dès que l'on introduit le recours à la force physique afin de prendre au lieu d'échanger, un élément radicalement hétérogène bouleverse les données du problème — même si l'on parvient après coup à quantifier le coût du recours à la force. Les règles du jeu sont autres selon que la transaction comporte ou non l'emploi de la force armée. Que les relations interétatiques tiennent à la fois de l'échange et de l'épreuve de force, ce mixte concret n'exclut pas la différenciation au niveau du concept.

En ce sens, et de manière paradoxale, la théorie classique de la guerre dont Clausewitz demeure le plus illustre représentant supposait une paix qui ne fût pas belliqueuse ; la théorie contemporaine tend à penser une paix en large mesure belliqueuse ; elle reflète une société des Etats qui accepte les guerres limitées afin de sauver l'humanité de la guerre totale. La dualité des espèces de guerre que la comparaison du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la période révolutionnaire avait suggéré à Clausewitz revient sous une autre forme.

\*

\*\*

Le cours intitulé *L'Edification du monde historique* prolongeait le cours de l'année précédente, consacré à une confrontation de l'historisme allemand et de la philosophie analytique sur un sujet limité, à savoir les problèmes épistémologiques posés par la connaissance du passé humain. Le titre du cours était emprunté à Dilthey (*Der Aufbau der historischen Welt*), mais la recherche devait davantage aux analystes anglo-américains.

Dans les premières leçons, j'ai présenté les arguments qu'utilisent les tenants de l'individualisme méthodologique, en particulier Fr. Hayek à propos de l'économie ; Sir Karl Popper à propos de l'histoire et de la philosophie de l'histoire. La conclusion à laquelle aboutit la discussion se présente en gros de la manière suivante : les ensembles historiques, l'Etat, une crise économique, n'existent pas de la même manière que les individus, les actes, leurs pensées, leur conduite. On ne perçoit pas un Etat ou une société globale comme on perçoit un individu. Il n'en résulte pas que les institutions, les organisations soient irréelles ou fictives et qu'elles ne constituent pas des objets de la science. Le débat entre l'individualisme méthodologique et le totalisme aboutit d'un côté à une controverse métaphysique sur le concept de réalité, de l'autre à une question de vocabulaire : entre les deux, on voit mal pourquoi on refuserait d'admettre les *societal facts* dont traitent les auteurs anglais et américains même, si l'on maintient la réductibilité possible, en un certain sens, de ces ensembles à des microévénements individuels.

Dans la deuxième partie du cours, j'ai pris l'exemple des relations inter-étatiques pour analyser, en détail et en profondeur, la dialectique ou la complémentarité des microévénements et des ensembles. Il va de soi que la même analyse ne vaut pas nécessairement pour tous les secteurs de la réalité socio-historique.

Je suis donc parti des microévénements dans le cas particulier des origines de la guerre de 1914 ou de la guerre froide et je me suis efforcé de mettre en lumière les démarches propres de l'historien qui veut rendre intelligible (expliquer au sens vulgaire) un fait massif (la guerre 1914-18), apparemment provoquée par une série de décisions individuelles enchaînées. En ce cas, on reconnaît la légitimité d'une des formes les plus primitives de la connaissance historique, la narration, marquée souvent d'un caractère dramatique, nombre de décisions individuelles apparaissant après coup non déterminées à l'avance, tout au plus intelligibles grâce à ce que Sir Karl Popper appelle la *logique de la situation*. De ce fait, la narration au ras des événements singuliers conserve et conservera, pour certains aspects de l'histoire humaine, intérêt et légitimité bien que cette sorte de reconstitution du passé ne puisse d'aucune façon être assimilée à une science dans l'acception rigoureuse de ce terme.

J'ai donc, à partir de la construction du monde historique par le récit (car celui-ci est aussi une construction et non une reproduction) indiqué les diverses directions dans lesquelles on pouvait s'engager pour aller du récit à la science. On peut distinguer d'abord l'orientation vers la sociologie empirique et l'orientation vers les modèles (communication, échange, cybernétique, jeux). On peut distinguer ensuite, à la manière des économistes, les modèles des acteurs, des crises ou des systèmes. On peut distinguer enfin les diverses composantes des relations entre Etats selon que l'on envisage l'interétatique, l'international (ou rapports entre sociétés) ou le transnational. A l'aide de ces diverses distinctions, il m'a paru possible de classer, d'ordonner en un ensemble complet et cohérent les diverses sortes d'études à intention scientifique et de montrer, dans ce cas précis, ce que la sociologie ou la théorie (dans les diverses acceptions de ce terme, depuis la conceptualisation, jusqu'à un ensemble de propositions falsifiables en passant par des modèles éloignés du réel mais dotés de valeur heuristique) apporte d'aide ou de complément à la connaissance historique au sens restreint ; en d'autres termes j'ai présenté les diverses sortes de construction du monde historique.

Dans la troisième partie du cours, la plus importante, j'ai tenté une analyse d'inspiration phénoménologique de la construction du monde historique à partir de l'expérience vécue des individus et de la vie quotidienne. Je me suis inspiré librement de l'œuvre d'Alfred Schütz en même temps que je reprenais quelques idées exprimées dans mes premiers livres. Il m'a paru possible de différencier trois sortes d'objectivation du social, impliquées dans

l'expérience vécue : *la langue ou les langages* sont des ensembles significatifs ou idéels, qui conditionnent la communication entre les individus dans la vie quotidienne, indispensables à l'existence même d'une communauté ; *les classes*, ou ensembles qui s'imposent aux individus comme des réalités extérieures, contraignantes et qui, eux aussi, s'interposent, d'une certaine manière, entre deux individus au face à face ; enfin les *organisations* qui appartiennent comme les classes aux ensembles d'action plus qu'aux ensembles idéels mais qui supposent des décisions conscientes, une planification, une hiérarchie de commandement, une adaptation réciproque des conduites individuelles les unes aux autres.

Cette analyse des trois modes d'objectivation, des trois sortes d'ensembles sociaux m'a conduit d'une part à esquisser les diverses modalités de théorie ou de recherche empirique selon que l'on vise une espèce ou une autre d'objet social, d'autre part, à revenir à l'origine même de ma recherche, dans le cours de 1972-73, à savoir les trois interprétations du marxisme. Le régime capitaliste, soit dans sa réalité historique concrète, à l'intérieur d'un pays ou d'un cadre plus vaste, soit dans son type idéal, constitue un ensemble dont l'économiste ou le sociologue étudie légitimement la structure interne, le mode de fonctionnement, voire le mode de transformation. L'interprétation classique du marxisme, celle que suggérerait Marx lui-même, tendait à expliquer le passage du capitalisme au socialisme par les contradictions internes du capitalisme. En d'autres termes, l'ensemble capitaliste se reproduit en créant les causes de sa propre destruction. Dans la version hegeliano-marxiste, le modèle d'objectivation est surtout celui des classes et le devenir résulte de l'action propre à ces acteurs collectifs dans des conjonctures créées par le fonctionnement du régime économique. Dans la version antihistoriciste et antihumaniste, le capitalisme se reproduit indéfiniment lui-même et, s'il disparaît, la responsabilité en incombe à des facteurs exogènes, au mécanisme économique sinon au mécanisme social. Ainsi, parti du microévénement individuel, nous en venions aux ensembles (je préfère ce terme à celui de système qui devrait conserver un sens plus précis et plus limité) et à la construction sociologique ou scientifique du monde de l'histoire humaine.

Au niveau le plus proche du concret, l'histoire raconte, au niveau le plus élevé d'abstraction scientifique, elle expliquerait, à la manière des sciences de la nature, en isolant des systèmes définis par un petit nombre de variables, la reproduction ou le changement de tels ou tels ensembles sociaux. Même quand la science parvient à construire ces systèmes, elle ne supprime pas les microévénements individuels, elle révèle comment « les hommes font leur histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font ». Peu nombreux sont les systèmes construits assez proches de la réalité, assez bien délimités pour expliquer le changement en même temps que la reproduction. Même au niveau macrohistorique, il reste place pour le récit d'une aventure dont les lignes maîtresses ne sont peut-être pas dessinées à l'avance.

#### DISTINCTIONS

Elu *Honorary Fellow of the London School of economics*.

Elu membre de l'ordre Pour le mérite *für Wissenschaften und Künste*.

#### MISSIONS

Colloque à la New School for Social Research (New York) sur la citoyenneté. Rapport à paraître sur le thème : *La citoyenneté multinationale est-elle possible ?* (avril 1974).

Présidence de la Conférence organisée à Washington par la Johns Hopkins School for advanced international Studies : *The United States and its allies* (avril 1974).

Colloque sur l'Historicisme, organisé par la Revue *History and Theory*, au Warburg Institute, Londres (juin 1974).

Colloque organisé à Münster par le professeur Hahlweg sur *L'histoire militaire*. Rapport présenté sur le thème : *Die Staatengesellschaft und das jetzige Bild des Krieges* (juin 1974).

#### PUBLICATIONS

— Préface à une nouvelle édition du livre d'Arnold TOYNBEE, *A Study of History* (Editions Elsevier Sequoia, Bruxelles).

— Publication en anglais *The Imperial Republic* (Prentice Hall, 1974).